

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 15/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES-venarey

4 Boulevard de Beauregard
21600 Longvic

Références : 0005401580 / 106
Code AIOT : 0005401580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement DIJON CEREALES-venarey implanté 10 Rue de l'Oze 21150 Venarey-les-Laumes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté préfectoral de 2011 autorise un seul séchoir sur le site. Un second séchoir a été installé ultérieurement, mais a été sinistré lors de l'incendie de 2024. Un porter à connaissance a été transmis pour sa mise en place en 2022.

Lors de la réunion annuelle de cette année (22 janvier 2026) l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un nouveau séchoir était prévu sur le site et l'inspection s'est rendue sur site afin de faire un point sur la situation réglementaire des séchoirs du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES-venarey
- 10 Rue de l'Oze 21150 Venarey-les-Laumes
- Code AIOT : 0005401580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Groupe coopératif majeur en Bourgogne Franche-Comté, membre de l'Alliance BFC, Dijon Céréale incarne avec ses 3800 agriculteurs adhérents. Le site de Venarey est autorisé pour les stockage de céréales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 1.2.1.	Sans objet
2	Modifications du site	Code de l'environnement du 17/02/2026, article R181-46 II	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie de 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un porter à connaissance (janvier 2026) afin de mettre en place un nouveau séchoir en remplacement du séchoir Bonfanti détruit.

Il a été constaté que le porter à connaissance du nouveau séchoir est incomplet. L'exploitant a complété ce dossier après la visite d'inspection.

Les travaux de construction du nouveau séchoir sont en cours.

Une non-conformité concernant l'emplacement de l'échelle à crinoline empêchant d'avoir accès à l'orifice de vidange du séchoir SATIG a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 1.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, séchoir à grain
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées [...] - 1 séchoir à grain (5,108 MW à gaz) [...]
Constats : Le séchoir n°1 (SATIG) d'une puissance thermique de 5,108 MW, autorisé dans l'arrêté préfectoral de 2011, est toujours en activité. Il n'a pas été endommagé lors de l'incendie de 2024 du séchoir n°2. Le séchoir n°2 (Bonfanti) d'une puissance thermique de 2,55 MW, a brûlé lors de l'incendie du 01 novembre 2024. Le rapport d'accident a été transmis à l'Inspection. Ce séchoir Bonfanti avait fait l'objet d'un porter à connaissance le 18 juillet 2022 mais n'a pas été instruit par l'inspection. La situation du site vis-à-vis du séchoir est conforme à l'arrêté préfectoral du 27/05/2011.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/02/2026, article R181-46 II
Thème(s) : Risques accidentels, modification du séchoir
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : Le séchoir SATIG, déjà existant sur le site, est équipé de deux brûleurs de 2,554 MW chacun. Le séchoir Bonfanti était équipé de deux brûleurs de 1,255 MW chacun, selon le porter à connaissance déposé en 2022. Ce porter à connaissance a conduit l'Inspection à une demande de compléments, notamment au sujet du contrôle de la puissance totale de combustion. En effet, l'exploitant affirmait, dans son dossier de 2022 (page 2), que seulement trois brûleurs sur quatre peuvent fonctionner simultanément dans le cas de séchage de tournesol.

Lors de cette inspection, il a été constaté qu'il existe une procédure « Réglage séchoirs » précisant que pour le séchage de tournesol un seul brûleur du séchoir SATIG (brûleur supérieur) doit être utilisé. Les deux brûleur du séchoir Bonfantin peuvent être utilisés en même temps qu'un brûleur du séchoir SATIG..

Par ailleurs, dans ce porter à connaissance, une incohérence d'estimation de puissance a été constatée. L'exploitant parle d'un total de 8,9 MW, tandis que la puissance totale installée en 2022 est de 7,6 MW.

Il en est de même pour la demande d'antériorité du 29 janvier 2019 pour le séchoir SATIG relevant anciennement de la rubrique 2910 et désormais faisant partie de la rubrique 2260. La puissance totale indiquée dans la demande d'antériorité de 2019 est de 5,144 MW, tandis que la puissance réellement installée à ce moment-là était de 5,108 MW. L'exploitant a indiqué qu'une erreur s'est glissée dans son dossier.

L'exploitant a déposé, via une plateforme dématérialisée, un premier porter à connaissance le 29 janvier 2026. Il a été vu en inspection que le dossier devait être complété et l'exploitant a complété son dossier le 18 février 2026.

Ce nouveau séchoir LAW (en remplacement du Bonfanti) est actuellement en cours d'installation. Il aura la même puissance que le séchoir Bonfanti (détruit suite à l'incendie de 2024). La mise en service est prévue pour le mois de juin 2026. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une formation du personnel sera mise en œuvre avant le début d'utilisation. L'installation du séchoir s'accompagnera de travaux annexes au niveau des élévateurs et des redlers du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant déposera le porter à connaissance pour le nouveau séchoir LAW, en veillant à bien définir la puissance installée sur le site à la préfecture, en mettant en copie l'Inspection.

Il est rappelé à l'exploitant que les documents annexes et notamment le Plan d'Opération Interne du site doivent être mis à jour en fonction des modifications projetées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, échelle à crinoline, emplacement des orifices de vidange des séchoirs

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. [...]

Constats :

Suite à la demande formulée par le SDIS via le courrier du 18 décembre 2024, il a été vérifié le positionnement de l'échelle crinoline vis-à-vis de l'orifice de vidange du séchoir.
Selon le rapport du SDIS, l'orifice de vidange du séchoir sinistré (séchoir n°2 Bonfanti) était situé en partie basse. L'échelle à crinoline condamne l'accès à l'orifice de vidange du séchoir.

Non-conformité

La même situation est constatée lors de l'inspection pour le séchoir n°1 SATIG. L'échelle bloque l'accès à l'orifice.

En revanche, pour le séchoir en construction (LAW), l'échelle a été placée de manière à ne pas gêner d'aucune façon l'accès à l'orifice de vidange.

A la suite des observations du SDIS consécutives aux incendies de séchoirs de 2024 (recommandations adressées à l'Inspection le 18 décembre 2024), il a été vérifié le positionnement de l'orifice des séchoirs du site par rapport aux silos avoisinants :

- Pour le séchoir SATIG, l'orifice est dirigé vers le silo 3 mais la distance entre le silo et le séchoir est d'environ 13 mètres.
- Pour le séchoir en construction (LAW), l'orifice n'est pas dirigé vers un silo. De plus, la surface de réception de vidage est délimitée par des briques «lego» en béton.

Les deux séchoirs sont éloignés l'un de l'autre de 20 m, ce qui n'a pas été le cas pour les séchoirs SATIG et Bonfanti (brûlé en 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place des actions afin d'avoir accès à l'orifice de vidange du séchoir SATIG, avant sa remise en fonctionnement pour une éventuelle campagne de séchage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, raccords sapeurs-pompiers des colonnes sèches

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. [...]

Constats :

Suite à la demande formulée par le SDIS via le courrier du 18 décembre 2024, il a été vérifié que la colonne sèche du séchoir SATIG est bien équipée de demi-raccords sapeurs-pompiers.

L'exploitant a installé une nouvelle colonne sèche pour le séchoir SATIG après l'incendie de 2024. La précédente colonne sèche servait pour les deux séchoirs et a été démontée après l'incendie. Le séchoir LAW, étant en construction, il n'est pas encore équipé de colonne sèche mais elle est prévue.

Par ailleurs, l'exploitant a rédigé, en collaboration avec le SDIS, une consigne de sécurité relative aux colonnes sèches (CONS/EXP/53 - Version 2 du 21/03/2024).

Cette consigne stipule que les colonnes sèches doivent faire l'objet d'une vérification régulière pour les sites soumis à autorisation :

- une vérification triennale effectuée par un organisme externe,
- et une vérification annuelle réalisée en interne.

La vérification annuelle couvre les points suivants :

- Vérification de l'état général de l'installation,
- Libre accès aux raccords d'alimentation et prises d'incendie,
- Présence de la signalétique,
- Présence et bon état des bouchons et chaînettes sur les raccords et prises d'incendie,
- Vérification visuelle du coude du raccord d'alimentation (absence d'obstruction).

La vérification effectuée par la société ESSEMES le 19 décembre 2024 a mis en évidence une fuite sur la colonne sèche. Cette fuite a été réparée le 28 janvier 2025. Les raccords de pompier et les bouchons ont été remplacés sur le site le 15 mars 2025.

Le dernier contrôle annuel date du 22 octobre 2025. Aucune anomalie n'a été détectée.

Toutes les vérifications sont consignées dans le registre de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite